

There are no translations available.

Fini cette espèce de malaise qui existait entre les pouvoirs publics et les Camerounais désireux d'acquérir les logements du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux. De fait, non seulement les acquéreurs éligibles au Crédit Foncier du Cameroun (CFC), dont 119 pour les logements sociaux de Mbanga Bakoko à Douala, ne feront plus face au blocage que constituait le fait que l'Etat n'ait pas de titre foncier sur les parcelles, mais les potentiels acquéreurs pourraient désormais s'adresser à la Société Immobilière du Cameroun (SIC) ou à d'autres institutions bancaires.

Cette annonce a été faite le lundi 1er février 2021 par le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Célestine KETCHA COURTES, au cours d'une réunion qu'elle a présidée dans les Services du Gouverneur de la Région du Littoral, aux fins de relancer la commercialisation et la production du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux. Elle a invité les compatriotes intéressés à déposer leurs dossiers et demandé au CFC de les lui transmettre, pour la poursuite harmonieuse des opérations d'attributions et de commercialisation des logements. C'était en présence, entre autres, du Directeur Général de la Société Immobilière du Cameroun (SIC) et de son adjoint, du Gouverneur de la Région du Littoral, ainsi que du représentant du Directeur Général du Crédit Foncier du Cameroun.

Au sujet des enjeux de cette démarche gouvernementale, Mme COURTES a, au cours de la rencontre tenue le mercredi 26 janvier 2021 à Yaoundé, indiqué qu' « il s'agit de montrer notre volonté d'aller vers la vision du Chef de l'Etat, en permettant aux uns et autres, qui passent par le Crédit Foncier du Cameroun, d'acquérir leurs logements ».